

L'Abeille

de la Nouvelle-Orléans

Journal Hebdomadaire

Fondée le 1er Septembre 1827

Publiée par le Times-Picayune Publishing Co., au Times-Picayune Building, Square Lafayette, Nouvelle-Orléans, La., Téléphone Main 4100.

Enregistré à la Poste de la Nouvelle-Orléans, La., comme matière de deuxième classe, conformément à l'acte du 3 Mars, 1879.

En Louisiane et au Mississippi, par an \$2.50
Pour les Etats-Unis, un an \$5.00
Par mois 25c

Aurait-on pu Sauver le Tsar?

DE NOUVEAUX DOCUMENTS

On nous écrit de Berlin:

Une revue allemande, consacrée à l'étude des questions orientales, la Nachrichenblatt über Ostfragen, publie, depuis le 3 juin dernier, sous ce titre: "L'activité diplomatique de l'Entente et le gouvernement russe en 1917," une série d'articles où sont mis en œuvre des documents officiels, livrés au public par le gouvernement bolchevique. L'auteur de ces articles, M. Fenner, a groupé un certain nombre de pièces concernant les efforts que firent, en 1917, les gouvernements de l'Entente pour sauver le tsar et sa famille.

Nous y trouvons, d'abord, une dépêche de M. Isvolsky, ancien ambassadeur impérial, adressée le 9-22 mars, sous le numéro 98, à M. Millioukof. M. Isvolsky lui rend compte d'une entrevue qu'il vient d'avoir avec M. Ribot, président du Conseil. "Le tsar, a déclaré notamment M. Ribot, restera toujours l'ami des Français. Nous sommes prêts à lui prouver pratiquement notre estime et notre reconnaissance."

Le 6/19 mars, le roi d'Angleterre avait envoyé au tsar le télégramme suivant: "Les événements de la semaine passée m'ont terriblement ébranlé. Je pense sans cesse à toi et reste éternellement ton plus fidèle ami, comme je le fus, tu le sais, toujours." Ce télégramme, sur l'initiative de M. Millioukof, ne fut jamais communiqué au tsar.

Quelques jours plus tard, Sir George William Buchanan, ambassadeur d'Angleterre à Petrograd, adressait à M. Millioukof une note précise, où il lui proposait formellement de faire passer en Angleterre le tsar et sa famille. "J'ai l'honneur de vous informer que le roi et le gouvernement de Sa Majesté seraient heureux d'offrir à l'ex-empereur de Russie et à sa famille un refuge en Angleterre, avec l'espoir que leurs Majestés voudront en profiter avant la fin de la guerre. Au cas où ce projet se réaliserait, le gouvernement russe ne refuserait pas, de son côté, de prendre les dispositions nécessaires concernant le séjour de leurs Majestés en Angleterre."

Pourquoi ce projet n'eût-il pas de suite? Le tsar avait accepté l'idée avec empressement. Dans son journal intime, il écrit: "Ce matin, j'ai commencé à faire le triage des livres et des effets que je dois prendre avec moi en Angleterre." Mais MM. Kerensky et Millioukof se bornaient à opposer aux offres des Alliés l'assurance verbale que le tsar et sa famille ne couraient aucun danger.

Le roi d'Espagne s'était préoccupé, lui aussi, du sort du tsar. Le 10, 23 mars, le prince Koudachef, chargé d'affaires de Russie à Madrid, adresse à M. Millioukof le télégramme suivant, "strictement confidentiel": "Le roi vient de me mander auprès de lui. Sa Majesté est extrêmement inquiète du sort de l'empereur et craint que son séjour dans le pays, après son abdication, ne provoque des troubles sanglants. J'ai le devoir de vous informer également que l'ambassadeur espagnol à Petrograd recevra bientôt le mandat d'entrer officiellement en pourparlers avec le gouvernement provisoire au sujet du sort futur du tsar. J'ignore la nature des propositions espagnoles."

Toute l'Europe exprimait les mêmes inquiétudes. M. Isvolsky écrit de Paris à M. Millioukof: "J'ai app. la indirecte-

ment qu'un vif mouvement de sympathie se manifestait en faveur du tsar en différents milieux de la société parisienne; dans les cercles gouvernementaux on se propose d'attirer amicalement l'attention du gouvernement provisoire sur la nécessité de sauvegarder au plus vite l'empereur et sa famille contre les éventualités fâcheuses, qui, dit-on, les menaceraient. J'ai vu aussitôt M. Cambon et, très énergiquement, je l'ai prévenu contre une semblable démarche, j'ai réussi à le persuader que cette démarche, absolument inutile, pourrait être interprétée comme une marque de défiance à l'endroit du gouvernement provisoire."

Le gouvernement provisoire était ici parfaitement d'accord avec M. Isvolsky.

L'article de M. Fenner, qui met directement en cause la responsabilité du gouvernement provisoire et celle des chefs de la Douma, a produit à Berlin une très vive sensation parmi les émigrés russes.

Notre confrère le Figaro publie d'autre part aujourd'hui un intéressant résumé des mémoires récemment édités d'un des plus réputés avocats russes, M. Karabtshevsky, où il est affirmé que le gouvernement provisoire de Kerensky est directement responsable de la mort du tsar. Intentionnellement, il n'aurait rien fait pour éviter à la famille impériale le sort qui l'attendait. A ces affirmations, M. Kerensky répond, qu'elles sont "d'absurdes légendes créées par les monarchistes."

Après l'Assassinat d'Erzberger

Comme il fallait s'y attendre, l'assassinat de M. Erzberger a plongé l'Allemagne dans une grande confusion politique. En réalité, l'événement n'a peut-être fait que mettre en pleine lumière un état de choses qui existe en permanence. Toutes les forces nationalistes poursuivent depuis des mois leur travail de sappe: de loin en loin, une explosion se produit et révèle son degré d'avancement. Une véritable armée de coup d'Etat s'est constituée, qui est protéiforme. L'Orgesch, les Einwohnerwehren, les associations d'officiers, les groupements de régiments en sont l'élément pour ainsi dire armé; mais dans tous les milieux on retrouve ses recruteurs et ses agitateurs, qui s'attachent à créer une opinion favorable. Il suffit d'ouvrir les yeux pour constater que leurs efforts n'ont pas été vains. La réaction militariste peut compter sur la complicité morale d'une bonne partie de l'administration. Quant à la magistrature, elle ne dissimule pas ses sympathies; elle se montre indulgente pour tous les auteurs d'attentats contre des républicains.

Pour remonter ce courant, il faudrait que le gouvernement sût manifester une fermeté implacable. On ne réprime la violence qu'en lui opposant une force supérieure. Le chancelier Wirth, qui a été profondément ému par la mort de son ami Erzberger, est sans aucun doute animé d'excellentes intentions; mais il se sent mal en selle et agit avec timidité. S'il avait l'étoffe d'un véritable homme d'Etat, il comprendrait que, pour un gouvernement faible, le meilleur moyen de se fortifier est de foncer sur ses adversaires et de briser tous ceux qu'on peut soupçonner d'être de connivence avec les fauteurs de désordre. C'est l'impunité qui donne tant d'audace à ces derniers, qui ont l'impression, probablement fondée, qu'on a peur d'eux. En manifestant de l'énergie le gouvernement rallierait autour de lui tous ceux qui n'osent pas le soutenir ouvertement parce qu'ils ne se sentent pas eux-mêmes protégés par lui.

Les quelques mesures qu'a prises le chancelier ne sont pas de nature à avoir un grand effet. On a interdit la célébration du Sedan, on a prescrit que le port de l'uniforme devait être réservé aux seuls réguliers de la Reichswehr, on a suspendu un certain nombre de journaux. Ces dispositions n'ont rien fait pour lever une tempête de protestations. La Bavière a pris nette-

ment position contre le gouvernement du Reich. Son délégué au Reichsrat, M. Greber, a déclaré que les Etats particuliers auraient dû être consultés au préalable et que le Cabinet de Munich faisait les plus formelles réserves. Il ne faudrait pas voir dans cette démarche un heureux symptôme d'indépendance de la part du principal pays de l'Allemagne du Sud. La Bavière est plus pangermanique que toute autre région. Mais elle s'indigne du moindre obstacle opposé au mouvement réactionnaire et militariste.

Le meeting monstre qui s'est tenu à Berlin avant-hier et diverses autres manifestations indiquent, il est vrai, que, dans les grands centres, les masses sont hostiles à toute tentative de restauration et à l'agitation nationaliste. On ne saurait dire qu'elles soient toujours incapables d'agir d'une façon efficace: en effet, lorsque l'an dernier se produisit le Pulsch de Kapp et consorts et que le gouvernement fut obligé de fuir, c'est un mouvement populaire qui, sous la forme d'une grève générale, fit échouer le coup. Toutefois, le jour où les réactionnaires auraient réussi à préparer un plan plus sérieux et où, surtout, ils disposeraient de forces militaires suffisantes, il est probable, qu'une résistance de ce genre serait inefficace. D'autre part, le gouvernement voit bien qu'il court quelque danger en s'appuyant trop exclusivement sur les éléments socialistes. Il y a dans les partis d'extrême gauche des hommes qui seraient tout prêts à causer des désordres, qui, pour être très différents par leur caractère de ceux que fomentent les militaristes, n'en seraient pas moins graves.

Si l'Allemagne est dans la confusion qu'on constate, c'est justement parce que depuis sa défaite, elle n'a jamais paru avoir le choix qu'entre la réaction et la révolution. Elle ne pourra échapper à ce double danger que s'il se constitue chez elle, notamment dans sa bourgeoisie, une classe animée de véritables aspirations démocratiques; par malheur on ne voit pas celle-ci se former. S'il en est ainsi, il faut en voir la cause principale dans le fait que les Allemands, à de rares exceptions près, n'ont ni compris ni confessé le crime qu'ils commirent contre l'humanité en déchaînant la guerre. Une régénération politique ne pouvait qu'être la conséquence d'une régénération morale, et celle-ci ne s'est pas produite. Dans ces conditions, nul ne saurait prévoir à quoi aboutiraient les crises politiques qui secouent l'Allemagne depuis trois ans. Tout ce qu'on peut dire, c'est que les chances de la réaction ont plutôt augmenté. Il faut que nous demeurions sur nos gardes.—P. B.

Les Cabinets

DE LA TROISIEME REPUBLIQUE

On demande, de divers côtés, d'établir la liste complète des cabinets de la troisième République, avec indication de durée. Cette longue nomenclature n'a rien de particulièrement attrayant: elle réjouira les statisticiens et fera glosier les philosophes sur l'instabilité des choses humaines. Voici donc, dans l'ordre chronologique, le tableau de nos ministères depuis le 4 septembre 1870:

Trochu, 5 mois, 15 jours.
Thiers, 2 ans, 3 mois.
Dufaure, 7 jours.
De Broglie, 6 mois, 1 jour.
De Broglie, 5 mois, 26 jours.
De Cissey, 9 mois, 16 jours.
Buffet, 1 an.
Dufaure, 9 mois, 3 jours.
Simon, 5 mois, 5 jours.
De Broglie, 6 mois, 6 jours.
De Rochebouët, 20 jours.
Dufaure, 1 an, 1 mois, 22 jours.
Waddington, 10 mois, 24 jours.
De Freycinet, 8 mois, 26 jours.
Ferré, 1 an, 1 mois, 22 jours.
Gambetta, 2 mois, 16 jours.
De Freycinet, 6 mois, 8 jours.
Duclos, 5 mois, 22 jours.
Fallières, 23 jours.
Ferry, 2 ans, 1 mois, 13 jours.
Brisson, 9 mois, 1 jour.

De Freycinet, 11 mois, 4 jours.
Goblet, 5 mois, 19 jours.
Rouvier, 6 mois, 13 jours.
Tirard, 3 mois, 22 jours.
Floquet, 10 mois, 19 jours.
De Freycinet, 1 an, 11 mois, 10 jours.
Loubet, 9 mois, 7 jours.
Ribot, 1 mois, 6 jours.
Ribot, 2 mois, 24 jours.
Dupuy, 8 mois.
Casimir-Perier, 5 mois, 27 jours.
Dupuy, 1 mois, 2 jours.
Dupuy, 6 mois, 25 jours.
Ribot, 9 mois, 6 jours.
Bourgeois, 5 mois, 28 jours.
Méline, 2 ans, 2 mois.
Brisson, 4 mois, 3 jours.
Dupuy, 3 mois, 17 jours.
Dupuy, 4 mois, 4 jours.
Waldeck-Rousseau, 2 ans, 11 mois, 16 jours.

Combes, 2 ans, 7 mois, 11 jours.
Rouvier, 1 an, 25 jours.
Rouvier, 26 jours.
Sarrien, 7 mois, 11 jours.
Clemenceau, 2 ans, 9 mois.
Briand, 1 an, 3 mois, 10 jours.
Briand, 3 mois, 29 jours.
Monis, 3 mois, 25 jours.
Caillaux, 6 mois, 18 jours.
Poincaré, 1 an, 7 jours.
Briand, 29 jours.
Briand, 1 mois, 4 jours.
Barthou, 8 mois, 17 jours.
Doumergue, 6 mois.
Ribot, 4 jours.
Viviani, 2 mois, 13 jours.
Viviani, 1 an, 2 mois, 3 jours.
Briand, 1 an, 1 mois, 14 jours.
Briand, 5 mois, 5 jours.
Ribot, 5 mois, 23 jours.
Painlevé, 2 mois, 2 jours.
Clemenceau, 2 ans, 2 mois, 3 jours.
Millerand, 3 mois, 8 jours.
Leygues, 5 mois, 19 jours.
Briand.

D'où il résulte que le cabinet Ribot a battu le record de la brièveté avec 4 jours (du 9 au 12 juin 1914), tandis que le cabinet Waldeck-Rousseau a adjugé celui de la longévité avec 2 ans, 11 mois, 16 jours (du 22 juin 1893 au 7 juin 1902), suivi de près par le premier cabinet Clemenceau, lequel s'est maintenu au pouvoir du 25 octobre 1906 au 20 juillet 1909.

La mort du general von Bulow

C'est une des figures les plus représentatives et cependant les plus contestées du militarisme allemand qui disparaît.

Descendant du collaborateur de Blücher à Ligny et à Waterloo, Bulow devait à son nom d'abord la brillante carrière qu'il parcourut avant la guerre. Il était considéré comme un des chefs les plus distingués de l'armée allemande et il avait même été question de lui un moment pour recueillir la succession de Schieffen à la tête du grand état-major prussien. Au début de la guerre, il était inspecteur d'armée et prit tout naturellement le commandement d'une des armées allemandes, la 2e. La réputation lui fit même attribuer temporairement le commandement supérieur du groupe d'aile droite des armées chargées d'envahir la France, les 1re et 2e. Il devait jouer un rôle important au cours des premières semaines de la guerre.

C'est à lui qu'on fait remonter la responsabilité de la retraite des armées allemandes après la bataille de la Marne. Son armée, découverte sur la droite par les mouvements de la 3e armée consécutifs à l'attaque de flanc de l'armée Manoury, se trouve très dangereusement menacée par l'avance des Anglais et de la gauche de l'armée Franchet d'Esperey. Bulow n'eut d'autre moyen de se tirer de cette situation délicate que de donner à ses troupes l'ordre de retraite: toutes les armées allemandes, impuissantes à réparer cet échec en temps voulu, durent se conformer au mouvement de la 2e armée.

Antérieurement Bulow s'était signalé comme un des plus ardents protagonistes de la guerre fraiche et joyeuse en ordonnant l'incendie et les massacres d'Anvers en Belgique. Son nom figurait sur la liste des criminels de guerre réclamés par l'Entente.